

Décision n° 2019-29

autorisant la régularisation sous conditions
de travaux et d'installations effectués dans le cœur du Parc national,

Le directeur de l'Établissement public du Parc national,

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4, L.331-26 et R.331-67,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 7 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, et la modalité 14 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU la demande de régularisation déposée le 07 décembre 2019 par Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline ainsi que les pièces complémentaires transmises le 31 décembre 2018,

VU l'avis émis par le Conseil Scientifique du Parc national du Mercantour en date du 03 février 2019,

Considérant que la demande porte sur l'installation d'un châssis de tonnelle à proximité d'un bâtiment à usage d'habitation saisonnier et sur des travaux de réfection d'un portail d'entrée,

Considérant que ces travaux et cette installation ont été effectués sur une propriété située dans le cœur du parc national du Mercantour, laquelle propriété abrite notamment un « casoun » traditionnel de la Roya, défini par la modalité n°22 d'application de la réglementation comme un élément du patrimoine bâti constitutif du caractère du parc national,

Considérant que la transformation du casoun en lieu d'habitation est antérieure à la réglementation issue du décret de 2009 et qu'il convient a minima, de rendre possible la réalisation des travaux de rénovation afin de permettre le maintien dans le temps de l'édifice et de ses abords, à condition que ceux-ci s'inscrivent dans le paysage, la tradition architecturale et l'identité du bâti ainsi que dans les procédures en vigueur,

Considérant que ces travaux et cette installation ont été effectués sans bénéficier des autorisations préalables requises au titre de la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national du Mercantour,

Considérant que le caractère facilement amovible du châssis de tonnelle permet d'envisager une présence saisonnière de cette installation, ne portant pas durablement atteinte ni au paysage, ni à la tradition architecturale ni à l'identité du casoun situé à proximité immédiate,

Considérant en revanche que les travaux de réfection du portail tels qu'ils ont été mis en œuvre, de relèvent pas d'une restauration à l'identique tout en renforçant la visibilité de l'aménagement

et son impact paysager proche, sans qu'ils correspondent au paysage agro-pastoral traditionnel des lieux ni aux traditions de clôture locales,

Décide :

Article 1 :

Monsieur ORY Yves et Madame CLERC Caroline, domiciliés « Sur le Gez 10 – case postale 7, 2340 Le Noirmont (Suisse) » sont autorisés à titre de régularisation et aux conditions définies aux articles suivants, à installer un châssis de tonnelle et à procéder à des travaux de rénovation d'un portail sur la parcelle n°180 section J de la commune de Saorge.

Article 2 :

Les travaux modificatifs prescrits aux articles 4.1 et 4.2 seront réalisés avant le 15 octobre 2019.

Article 3 : prescriptions relatives au châssis de tonnelle

La régularisation du châssis de tonnelle est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

3.1. La présence du châssis de tonnelle et des toiles le cas échéant, est autorisée uniquement au cours de la période estivale, du 1^{er} juin au 31 août de chaque année.

3.2. En dehors de la période estivale, l'installation est intégralement démontée et remise à l'intérieur d'un bâtiment existant.

3.3. Les toiles recouvrant le châssis seront de couleur neutre, dans les tons vert foncé ou gris, sans quelconque mention ou logotype commercial de sorte à limiter l'impact visuel de l'installation.

Article 4 : prescriptions relatives au portail d'entrée

La régularisation des travaux effectués sur le portail est accordée sous réserve des prescriptions suivantes :

4.1. L'encadrement en hauteur et la pancarte d'adresse qui y est suspendue ne sont ni régularisés ni autorisés.

Les bénéficiaires sont tenus au démontage de cette structure haute.

4.2. L'ensemble du portail ne devra pas excéder 1,80 m, y compris les planches verticales fixées aux armatures métalliques.

Ces planches seront montées à claire-voie.

Les supports verticaux pourront en cas de besoin, être renforcés par des jambes de force.

4.3. L'ensemble des bois constitutifs du portail sera de provenance locale et s'ils sont traités, seul l'usage de produits naturels est autorisé.

Article 5 : autres activités ou travaux soumis à autorisation ou déclaration préalable

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation spéciale en vigueur dans le cœur du Parc national ou des démarches rendues nécessaires par les autres législations en vigueur.

Article 6 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 7 :

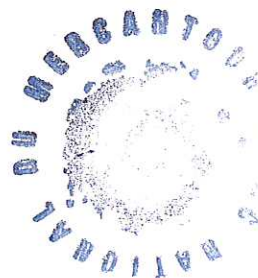
Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 8 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant de sa publication.

Fait à Nice, le 6 février 2019



Le Directeur-Adjoint du
Parc National du Mercantour

Laurent SCHEYER